

PANORAMA INTERNATIONAL (17-5-2020)

REVUE DE PRESSE SUR UN ÉCHANTILLON DE LA RÉALITÉ CRUE DU CAPITALISME MONDIAL

« A tout seigneur, tout honneur », commençons donc par la première puissance économique mondiale, caractérisée par l'insécurité sanitaire et alimentaire, la misère chronique, le chômage endémique et les bas salaires, fléaux qui touchent des masses considérables de la population.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

D'après un article de *Le Monde*, "*Face au coronavirus, une Amérique aux pieds d'argile*"¹, **« sur le million d'élèves des 1 700 écoles publiques de New York, 750 000 vivent au-dessous du seuil de pauvreté et un élève sur dix est sans domicile fixe.** Pour eux, l'école est d'abord un lieu où ils sont assurés d'avoir un repas par jour et où les services sociaux peuvent apporter un peu de soutien à des familles très précaires. (...) A New York, la situation frise la caricature, avec un rapport d'un à quarante entre les 20 % les plus riches et les 20 % les plus pauvres, une situation similaire à celles de la Namibie ou de la Sierra Leone. **Au plus fort de la crise sanitaire, le Bronx et le Queens, les deux quartiers les plus pauvres, comptaient deux fois plus de personnes contaminées que Manhattan, où pourtant la densité de population est la plus élevée.** (...) **Dans le Michigan, 40 % des victimes du Covid-19 sont afro-américaines, alors que cette catégorie constitue à peine 14 % de la population.** Mais c'est la vulnérabilité du système de santé qui se révèle la plus désastreuse. (...) **L'État de New York déplore 1 300 morts de Covid-19 par million d'habitants – un taux trois fois supérieur à celui de l'Italie.** (...) Lorsque la pandémie se déclare, **30 millions de personnes n'ont aucune couverture maladie, et la moitié de la population déclarait être sous-assurée.** Cette situation empire à une vitesse vertigineuse avec l'explosion du chômage, car un Américain sur deux a une assurance santé liée à son emploi.

« (...) Les réseaux sociaux sont submergés par les témoignages déchirants d'infirmières privées de masque et de médecins paniqués par l'absence de respirateurs. (...) Les conséquences économiques de la crise sanitaire aggravent encore le déséquilibre structurel du système hospitalier, constitué, pour l'essentiel, d'établissements à but lucratif, qui accueillent les patients assurés auprès de compagnies privées. **Avec la montée du chômage, les assurés sont de moins en moins nombreux et l'on assiste à des faillites d'hôpitaux en cascade, alors que, dans le même temps, le secteur public n'a pas les capacités pour accueillir les malades qui se retrouvent sans assurance.**

« (...) Dans un contexte où la précarité de l'emploi et des salaires était déjà importante, les États-Unis ont fait le choix, quand la pandémie a paralysé l'économie, de laisser les entreprises faire faillite et licencier. Tandis que les pays européens ont opté pour des mesures de chômage partiel en attendant que l'activité reparte, **33,5 millions d'Américains ont perdu leur emploi. Le taux de chômage atteint**

¹ https://www.lemonde.fr/international/article/2020/05/13/face-au-coronavirus-une-amerique-aux-pieds-d-argile_6039486_3210.html

14,7 %, un niveau inégalé depuis la seconde guerre mondiale. (...) Déjà, avant la crise, quatre Américains sur dix étaient incapables de faire face à une dépense imprévue de 400 dollars, selon la Réserve fédérale. Ce chiffre est en train d'exploser.

« (...) **53 millions d'Américains sont considérés comme « bas salaires », avec une rémunération horaire médiane de 10,22 dollars.** « *Le dernier cycle de croissance a finalement été très pauvre en termes d'évolution des revenus et d'emploi* », relève l'économiste Véronique Riches-Flores, spécialiste des États-Unis. Ainsi, **alors que les indices boursiers battaient record sur record, le salaire horaire moyen ajusté de l'inflation n'a pas bougé depuis 1973, tandis que le pouvoir d'achat du salaire minimum fédéral diminue depuis 1968.**

« (...) **Avant que n'éclate la crise, 23 millions d'Américains âgés de 25 à 54 ans étaient sans emploi. La plupart n'étaient plus comptabilisés dans les statistiques du chômage, simplement parce qu'ils avaient renoncé à chercher un poste par découragement ou pour raisons de santé.** « *Si l'on avait un taux d'activité comparable à celui d'avant la crise de 2008, le chômage serait plus du double des chiffres officiels* », estime Véronique Riches-Flores.

« (...) Auteur d'un livre d'une grande lucidité publié en 2013, *The Unwinding*, (« Le défilement », FSG, non traduit), portrait d'une superpuissance dont le modèle est usé et les acteurs livrés à eux-mêmes, George Packer vient de livrer au mensuel *The Atlantic* un verdict d'une sévérité glaçante : « *Nous vivons dans un État failli, dit-il. La crise exigeait une réponse rapide, rationnelle et collective. Les États-Unis ont réagi comme le Pakistan ou la Biélorussie. La Russie, Taïwan et les Nations unies ont envoyé de l'aide humanitaire à la puissance la plus riche du monde – une nation réduite à mendier dans un chaos total.* »

Mais ce n'est pas tout. Un autre article du même journal, "Aux États-Unis, les banques alimentaires débordées"² complète le tableau saisissant de ce « paradis » bourgeois.

« Le dispositif (d'aide alimentaire) s'inscrit dans une mobilisation sans précédent de la ville et de l'État de New York pour distribuer de l'aide alimentaire à la population. Le gouverneur, Andrew Cuomo, a appelé à la mobilisation des associations philanthropiques. Certes, l'État fédéral a voté une allocation-chômage inédite de 600 dollars (environ 552 euros) par semaine, mais les méandres administratifs ont retardé l'arrivée des indemnités.

« Surtout, avec la disparition des pourboires, les dizaines de milliers de serveurs, coiffeurs, manucures ou chauffeurs de taxi perdent une part majeure, voire essentielle, de leurs revenus. Ainsi, la demande (d'aide alimentaire) a doublé dans la ville, depuis le début de la crise du Covid-19, a indiqué le gouverneur Cuomo. **Sur 8,5 millions de New-Yorkais, 1,1 million étaient jugés en insécurité alimentaire, auxquels il convient d'ajouter les 500 000 personnes au moins qui ont perdu leur emploi.**

² https://www.lemonde.fr/international/article/2020/05/13/les-banques-alimentaires-debordees-aux-etats-unis_6039516_3210.html

« (...) Avant la crise, le département de l'agriculture (des États-Unis) estimait que 11,1 % des ménages étaient en insécurité alimentaire : 6,8 % souffrent d'un régime alimentaire de mauvaise qualité et doivent sacrifier les dépenses de nourriture à leurs factures de santé ou leurs loyers, par exemple, tandis que 4,3 % subissent une très grande insécurité alimentaire, nouveau vocable pour désigner la faim. L'insécurité alimentaire s'élève à 28 % pour les femmes élevant seules des enfants, 21 % pour les Afro-Américains et 16 % pour les Hispaniques. Ce taux, qui avait bondi à 15 % après la crise financière de 2008, avait retrouvé son niveau d'avant-crise. Les enfants sont mieux protégés que les adultes grâce aux écoles : « seuls » 7,1 % des ménages comptent un enfant au moins en insécurité alimentaire (0,6 % pour la très grande insécurité alimentaire).

« L'Amérique est habituée à ces images extrêmement marquantes, qui reviennent avec les crises. Symbole des années 1930, les soupes populaires existaient en réalité depuis les années 1870, lorsque le pays fut frappé par une récession et qu'émergèrent les premières associations de bienfaisance. Les banques alimentaires sont apparues à la fin des années 1960 et avaient connu un retour lors de la crise financière de 2008.

« Alors que plus de 30 millions d'Américains ont perdu leur emploi depuis la mi-mars, les files se reforment : ce furent des centaines de familles se présentant à la distribution alimentaire hebdomadaire à Pittsburgh, ancienne cité sidérurgique de Pennsylvanie, une file de voiture sur 3 kilomètres à Sunrise en Floride, et les 6 000 véhicules sur un parking de San Antonio, au Texas. (...) »

« La demande double, triple, ou même sextuple selon les cas. Dans le même temps, l'arrivée des dons se réduit, alors que les chaînes de production agroalimentaire sont perturbées, que des œufs sont détruits, du lait renversé dans le Wisconsin pour soutenir les cours tandis que tomates et légumes pourrissent en Floride faute d'être récoltés.

« La réponse adaptée suscite de vifs débats. L'administration Trump a voté quelque 3 milliards de dollars d'aides pour acheter de la nourriture aux agriculteurs et aux entreprises agroalimentaires afin de les reverser directement aux « banques alimentaires, aux organisations locales et religieuses et aux autres organisations à but non lucratif qui servent les Américains "dans le besoin" ».

« Une tribune publiée par le *New York Times* et cosignée par Beto O'Rourke, ancien prétendant à l'investiture démocrate pour la présidentielle de 2020, considère qu'il s'agit d'une mauvaise politique, estimant que les banques alimentaires ne sont pas équipées pour faire face à un tel afflux, qu'elles concurrencent les petits commerces et restaurants qui font faillite par millions.

« La tribune préconise le renforcement des anciens *foods stamps*, les bons alimentaires, qui permettraient aux familles de s'approvisionner immédiatement dans les magasins de leur choix. On ferait d'une pierre deux coups : relancer les petits magasins et subvenir aux besoins des Américains sur le carreau. Las, l'administration Trump n'en veut pas, refusant de créer des allocations d'État. »

EUROPE OCCIDENTALE

Passons maintenant en revue la situation actuelle dans un autre grand centre de l'impérialisme mondial, l'Europe Occidentale, cet autre soi-disant « paradis » du capitalisme, caractérisé lui aussi par les mêmes fléaux qui frappent les États-Unis. Dans un autre article du même journal, « Dans l'ouest de l'Europe, l'épidémie du Covid-19 fait émerger de nouveaux pauvres »³, l'auteur écrit :

« (...) La crise sociale et économique prend le relais de la crise sanitaire, et elle n'épargne pas les pays développés. Partout, en Europe ou aux États-Unis, l'arrêt brutal d'activités lié au confinement a fait basculer des milliers de personnes dans le dénuement, qui viennent grossir les rangs des plus démunis. La reprise progressive de l'activité ne devrait apporter qu'un répit très limité, devant la catastrophe annoncée dans le tourisme, les spectacles ou la restauration. Conséquences : les files s'allongent pour la distribution d'aide alimentaire. Des coupons ont fait leur apparition. Et sur les sites des associations caritatives, les appels aux dons se font plus pressants.

« Dans un appel commun lancé fin avril, la Fédération européenne des banques alimentaires (FEBA), Feeding America (FA) et The Global FoodBanking Network (GFN) se disent engagées dans une « lutte massive » pour « nourrir un nombre toujours croissant de familles et de personnes », dans un contexte d'autant plus difficile que « les canaux de distribution alimentaire sont perturbés par les interruptions de transport et les mesures de quarantaine ».

« La crise sociale est devant nous, et d'expérience, nous savons qu'elle dure plus longtemps. Si l'Europe de l'Est semble un peu plus épargnée, en Italie, en France, en Espagne, en Belgique, la demande d'aide a déjà augmenté de 20 % à 25 %. En Grande-Bretagne, c'est encore plus difficile. Partout, les mises au chômage s'amoncellent », confirme Jacques Vandenschrik, président de la FEBA, un réseau présent dans vingt-neuf pays européens. « **Avant, poursuit-il, 30 millions de personnes se trouvaient déjà en situation matérielle de pauvreté en Europe. Et dire qu'on pensait que ce chiffre tomberait à 20 millions en 2020...** »

« **Dans la seule ville de Milan, épice de l'épidémie en Italie, huit hubs de distribution d'aide alimentaire organisés par une multitude d'associations ont vu le jour ; à Barcelone et Madrid, en Espagne, les demandes ont triplé, dont 40 %, selon Caritas Madrid, provenant de personnes qui n'avaient jamais eu recours à ce type d'aide jusqu'ici ; dans le nord-est du pays, le journal *El Periódico de Aragon* faisait état, au 6 mai, de 24 000 personnes secourues à Saragosse et dans toute la région, un « chiffre qui ne cesse de croître ».**

³ https://www.lemonde.fr/international/article/2020/05/13/dans-l-ouest-de-l-europe-l-epidemie-du-covid-19-fait-emerger-de-nouveaux-pauvres_6039476_3210.html

En France, « nous sommes confrontés à la même situation », déplore le président de la Banque alimentaire, Jacques Baillet, qui cite l'une des opérations menées fin avril dans un lycée professionnel de Seine-Saint-Denis, au cours de laquelle **« plus de 600 bénéficiaires ont reçu une aide alimentaire en moins de trois heures »**⁴. **« Il est trop tôt pour comprendre pleinement l'impact de la crise sur le revenu des ménages, mais on assiste à une énorme augmentation du chômage à la suite des mesures prises pour ralentir la propagation du Covid-19, note de son côté l'eurodéputée (PPE, centre droit) irlandaise Maria Walsh. Selon les dernières estimations en avril, nous sommes passés en Irlande d'un taux de chômage modeste de 5,4 % à 28 %. »**

« Même si les Pays-Bas ne sont jamais entrés dans un confinement complet comme Italie ou en Espagne, l'économie a aussi considérablement ralenti, témoigne de son côté l'eurodéputée (S&D, centre gauche) néerlandaise Agnes Jongerius. Beaucoup de personnes avec des contrats flexibles ont été licenciées, des indépendants ont vu leurs activités réduites. Et même si le gouvernement néerlandais a pris certaines mesures, comme, par exemple, la possibilité de reporter le paiement de certaines taxes, un nombre croissant de personnes aux Pays-Bas sont obligées de recourir aux banques alimentaires. Et ce n'est qu'un début. Dans certaines villes, comme Amsterdam, cette augmentation est déjà de 30 %. »

« (...) Au bout d'un mois de confinement, la Food Foundation, au Royaume-Uni, a publié les résultats glaçants d'une étude réalisée du 24 au 29 avril, selon laquelle 5 millions de Britanniques avec des enfants de moins de 18 ans se trouvaient alors en situation d'insécurité alimentaire, soit le double du niveau établi par la Food Standards Agency en 2018. Parmi les 621 000 enfants qui avaient accès à des petits déjeuners gratuits avant la crise, seuls 136 000 ont pu bénéficier d'un substitut.

⁴ Pour compléter le tableau de la situation du prolétariat français le plus frappé par la crise sanitaire, on peut toujours se référer à ce département français : **« La Seine-Saint-Denis est le département francilien le plus éprouvé par la pandémie de Covid-19. Le taux de surmortalité y a bondi de près de 130 % entre le 1^{er} mars et le 27 avril par rapport à la même période en 2019. C'est deux fois plus que dans les Yvelines (+ 67,3 %) ou la Seine-et-Marne (+ 65,4 %). C'est aussi dans ce territoire situé aux portes de Paris, le plus pauvre de la métropole, que résident le plus grand nombre de travailleurs-clés, officiant dans les secteurs d'activités les plus exposés : 16,2 % des agents hospitaliers de la région habitent en Seine-Saint-Denis, ainsi que 18,7 % des caissiers et des vendeurs, 21,6 % des livreurs et 15,4 % des aides-soignants (juste derrière la Seine-et-Marne, qui en compte 16,4 %). Ces salariés (...) font également plus de déplacements que les autres : plus de 50 % d'entre eux travaillent dans un département d'Ile-de-France différent de celui dans lequel ils résident. A titre de comparaison, ils sont seulement 24,4 % à Paris. Leurs conditions de logement sont également susceptibles de favoriser le développement de « clusters familiaux » : 42 % des ménages de Seine-Saint-Denis comptent trois personnes ou plus contre 22 % dans la capitale. A noter que la surface moyenne par personne pour un quart des foyers du 93 est de 18 mètres carrés. Elle est de 25 mètres carrés dans le 75. »** [“Coronavirus : une surmortalité très élevée en Seine-Saint-Denis”, Le Monde, 17-5-2020]

« Associée à la distribution alimentaire menée à Genève, en Suisse, par l'association La Caravane de la solidarité, MSF est arrivée à la même conclusion sur la base d'un questionnaire distribué dans les longues files d'attente qui se sont formées devant la patinoire olympique de la ville réquisitionnée pour l'occasion. *« Quarante pour cent des personnes présentes possédaient un travail mais avec des droits sociaux insuffisants*, rapporte Patrick Wieland, chef de projet chez MSF Suisse. *Ce sont des aides à domicile, des femmes de ménage, des employés de restaurant dont les petites économies ont fondu en peu de temps et qui basculent dans l'indigence.* »

« Les répercussions de l'isolement et de l'arrêt d'activités ont été d'autant plus violentes qu'elles ont eu lieu dans un contexte tendu, depuis la crise financière de 2008. *« On ne peut pas dire qu'on partait de zéro. Avant l'épidémie, le budget européen aidait déjà 13 millions de personnes à se nourrir grâce au Fonds européen d'aide aux plus démunis [FEAD]* », indique Jaume Duch, porte-parole du Parlement européen. Les moyens alloués aux États par le FEAD, créé en 2014 et doté de 3,8 milliards d'euros, sont aujourd'hui unanimement jugés insuffisants.

« *En Italie, selon des données récentes, nous estimons que nous aurons une augmentation de près de 1 million de pauvres, soit au total près de 4 millions de personnes en situation de pauvreté absolue* », affirme l'eurodéputée (S&D) italienne Elisabetta Gualmini. *« L'introduction d'une forme de revenu minimum à partir de 2016 avait réduit le nombre de personnes dans le besoin avant la pandémie, mais aujourd'hui, ajoute-t-elle, le gouvernement s'apprête à adopter des mesures d'urgence supplémentaires, en plus des 80 milliards d'euros déjà débloqués. Jamais, dans l'histoire italienne des cinquante dernières années, il n'y avait eu une telle intervention financière de l'État. (...)*

« **En dépit des sommes colossales annoncées par les gouvernements pour tenter d'endiguer les conséquences sociales et économiques de l'épidémie, la situation ne fait qu'empirer.** »

JAPON

Complétons avec le Japon cet aperçu de la situation sociale dans les métropoles impérialistes. Dans un autre article du même journal, *« Au Japon, la précarité des étudiants, femmes seules et CDD s'accroît fortement avec la crise »*⁵, on peut lire :

« Dans un pays où les personnes vivant sous le seuil de pauvreté (disposant de la moitié du revenu médian, selon les critères de l'OCDE) représentent 15 % de la population, un taux élevé par rapport à la richesse nationale et aux autres pays avancés, la question de la pauvreté longtemps invisible ou pudiquement occultée risque de ressurgir sous l'effet de l'épidémie.

« (...) L'État prend en charge les quatre cinquièmes des salaires des employés des entreprises qui ont cotisé à l'assurance-chômage. En raison de la multiplication des documents à fournir, la procédure

⁵ https://www.lemonde.fr/international/article/2020/05/13/au-japon-la-precarite-des-etudiants-femmes-seules-et-cdd-s-accentue-fortement-avec-la-crise_6039520_3210.html

traîne : selon le ministère de la santé et du travail, depuis le 14 février, **sur 190 000 demandes qui ont été déposées pour obtenir cette prise en charge, 2 500 ont été examinées et 300 acceptées.**

« (...) **En 2018, 38 % de la population active étaient sur le marché du travail temporaire ou précaire. Les femmes seules, divorcées ou âgées comptent pour plus de la moitié.** (...) »

« **Avec la crise, des millions de travailleurs en contrat à durée déterminée non renouvelé, d'indépendants et de précaires souvent payés à la journée risquent de se retrouver sur le pavé.** (...) **Tous sont victimes de l'effondrement de secteurs entiers de l'économie, comme le tourisme : le nombre de visiteurs étrangers a plongé de 93 % en mars par rapport au même mois en 2019. Les guides interprètes indépendants, dont beaucoup sont des femmes, se retrouvent sans revenu « pour six mois au moins », (...) Nombre de PME du secteur de l'hôtellerie, de la restauration et de la distribution, qui emploient les deux tiers de la main-d'œuvre temporaire, ont déposé leur bilan ou s'appêtent à le faire.**

« **Lorsque l'économie fonctionne, la pléthore de travail à temps partiel ou par intérim et de petits boulots contribue à réduire le chômage et constitue pour les entreprises une source de main-d'œuvre flexible et bon marché – le salaire peut être inférieur jusqu'à 55 % à celui d'un employé régulier pour le même poste et souvent le même temps de travail.**

« (...) Les familles monoparentales sont également en première ligne. Selon une enquête réalisée début avril par l'association Single Mama, **54 % des mères célibataires ont vu leur revenu s'effondrer.** **« Nous ne mangeons pas tous les jours comme il le faudrait et bientôt, je ne pourrai plus faire face aux dépenses quotidiennes ni payer le loyer », s'inquiète une intérimaire.** »

INDE

Voyons maintenant la situation dans une des poudrières de l'Asie, l'INDE. Avec 1,3 milliards d'habitants, l'INDE est la cinquième « puissance » économique mondiale et un exposant de ce que Trotsky qualifiait de sociétés avec un « développement inégal et combiné », avec un large secteur de capitalisme moderne, d'une part, et de forts stigmates du passé précapitaliste (dont le système de castes), de l'autre. Sous le titre « L'esclavage fait son retour en Inde, qui s'aperçoit son droit du travail »⁶, on peut lire :

« **A quelques jours du déconfinement, plusieurs États de l'Union indienne ont décidé de porter la semaine de travail à 72 heures.** (...) A l'approche du déconfinement, programmé lundi 18 mai, plusieurs grandes régions très peuplées ont subitement jeté aux orties l'arsenal de lois qui régissent les relations entre employeurs et employés. **L'Uttar Pradesh, (...) l'Etat le plus peuplé de l'union indienne (200 millions d'habitants),** constatant que l'activité économique était « *sévèrement affectée* » par l'isolement imposé à la population, depuis le 25 mars, pour lutter contre le Covid-19, a

⁶ *Le Monde*, 12-5-2020. https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/05/12/coronavirus-l-esclavage-fait-son-retour-en-inde-qui-sape-son-droit-du-travail_6039428_3234.html

décidé d'« *exempter toutes les entreprises, usines et fonds de commerce de l'application du droit du travail* » (...). Cet état d'exception va durer trois ans. D'un coup de baguette magique, ce sont toutes les lois relatives au règlement des conflits du travail, à la sécurité, à la santé et aux conditions de travail, à la reconnaissance des syndicats et aux conditions des travailleurs migrants de l'intérieur qui disparaissent. A Lucknow, capitale régionale, les autorités avancent qu'en raison des « *circonstances actuelles* » il faut laisser « *une certaine flexibilité* » au patronat. Cela permettra, disent-elles, de « *protéger les emplois existants* » et d'en fournir « *aux migrants qui reviennent dans l'Uttar Pradesh* » (...) Depuis le 1^{er} mai, des trains spécialement affrétés ramènent chez eux les travailleurs journaliers qui survivaient depuis un mois et demi, sans un sou, dans les villes surpeuplées de Delhi, Bombay ou Bangalore. Rien que dans l'Uttar Pradesh, ils seraient deux millions à revenir actuellement dans leurs villages nats. (...), Ramapriya Gopalakrishnan, avocat spécialiste du droit du travail, installé à Madras, estime que « *l'esclavage fait son retour en Inde* ». Mardi 12 mai, l'universitaire Pratap Bhanu Mehta a pour sa part dénoncé dans l'*Indian Express* « *ces ordonnances qui confirment les pires craintes que l'on pouvait avoir : l'urgence de la pandémie est utilisée pour user de pouvoirs arbitraires à un moment où il est impossible de manifester* ». L'Inde revient à « *la barbarie du XIX^e siècle* », d'après lui.

Jeudi 7 mai, le Madhya Pradesh (73 millions d'habitants) a décidé à son tour de supprimer le code du travail pour toutes les sociétés qui seront déclarées après la fin du confinement, pour une période de mille jours. Revenu au pouvoir le 23 mars grâce à un retournement de majorité rocambolique, le chef de l'exécutif local, Shivraj Singh Chouhan, membre du Parti du peuple indien (BJP) du premier ministre, Narendra Modi, a déclaré sans sourciller que les entreprises pourront ainsi « *disposer des travailleurs à leur convenance* », sans avoir besoin de respecter les normes de sûreté et de sécurité. Vendredi 8 mai, même chose au Gujarat (61 millions d'habitants). Le dirigeant local, Vijay Rupani, a annoncé son intention de soustraire « *pour 1 200 jours* » toutes les nouvelles activités économiques aux lois et règlements qui se seraient imposés à elles en temps ordinaire.

Mais il ne faut pas croire qu'il s'agit là d'un exemple de plus de l'arriération de l'Inde, car il n'a fait que suivre l'exemple du gouvernement français qui le 22-3-2020 avait fait voter une loi d'exception sanitaire permettant de piétiner le Code du Travail. La bourgeoisie indienne essaie ainsi de « *tirer profit* » de la faim qui « *plane sur le pays* ». Le même jour, ce journal publiait un autre article précisément avec ce titre⁷ :

« Des récoltes qui pourrissent faute de transports, des mangues et des épices impossibles à exporter, des légumes donnés comme aliment aux animaux ou transformés en fumier, du lait déversé dans les rues et des millions de travailleurs migrants sous-alimentés. L'épidémie de Covid-19 et le confinement ordonné par Narendra Modi, le 24 mars, ont bouleversé la chaîne d'approvisionnement et l'accès à la nourriture de base pour des milliers d'Indiens. Certains experts redoutent le retour de la famine dans ce pays d'1,3 milliard d'habitants. La situation des travailleurs migrants est particulièrement préoccupante, car ces millions de pauvres bloqués dans les villes, sans argent depuis l'arrêt de leur entreprise, n'y ont pas de

⁷ *Le Monde*, 12-5-2020. https://www.lemonde.fr/international/article/2020/05/12/coronavirus-en-inde-l-ombre-de-la-faim-plane-sur-le-pays_6039399_3210.html

domicile officiel et donc pas de carte de rationnement leur permettant d'accéder aux aides en nature ou en argent accordées par le gouvernement. « *Nous ne sommes pas dans une crise de l'offre car la récolte de rabi [les cultures semées en hiver et récoltées au printemps] est plutôt bonne et elle s'ajoutera aux stocks publics de grains déjà pléthoriques. Mais nous sommes dans une crise d'accès à la nourriture* », analyse Bruno Dorin, économiste du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), affecté au centre de sciences humaines à New Delhi. (...) **Le secteur (de l'agriculture) emploie encore 50 % de la population, soit un peu plus de 650 millions d'Indiens, et ne représente que 14 % du PIB. La très grande majorité des travailleurs agricoles et des paysans est extrêmement pauvre.** (...) Pour surmonter la crise du coronavirus, qui creuse les inégalités et laisse sans moyens des millions d'Indiens, les experts et les associations caritatives demandent à l'État de libérer une partie des stocks gouvernementaux de céréales et d'assurer une aide universelle pour les six prochains mois. **Jean Drèze, spécialiste du monde rural indien, a interpellé les autorités dans une tribune publiée par le quotidien Indian Express.** « *Comment vous sentiriez-vous si une famille laissait ses membres les plus faibles mourir de faim, alors même que le grenier de la maison est plein à craquer ? C'est ce qui se passe en Inde aujourd'hui.* » « *L'ombre de la faim plane sur le pays* », alors que les stocks gouvernementaux n'ont jamais été aussi importants. »

Il faut espérer que les prolétaires et les masses paupérisées de l'Inde réagissent comme pourrait le faire quelqu'un dont la famille risque de mourir de faim « alors que le grenier de la maison est plein à craquer ».

AMÉRIQUE LATINE

D'après le New York Times du 12-5-2020, les épidémies de Coronavirus-19 en Amérique latine rivalisent désormais avec celles d'Europe, mais leurs options sont encore plus mauvaises⁸:

"Certains villes d'Amérique latine ont connu des pics de mortalité qui coïncident avec le pic de la pandémie ailleurs. Le nombre de décès a doublé à Lima, rivalisant avec le plus mauvais mois de la pandémie à Paris. Ils ont triplé à Manaus, une métropole cachée de l'Amazonie brésilienne, une augmentation similaire à celle de Londres et de Madrid. À Guayaquil, une ville portuaire de l'Équateur, la hausse soudaine du nombre de morts en avril a été comparable à celle qu'a connue la ville de New York au cours de son plus mauvais mois : plus de cinq fois le nombre de personnes tuées les années précédentes. (...) Les villes brésiliennes ont recours aux fosses communes pour enterrer des rangées de cercueils empilés. Des centaines d'Équatoriens sont toujours à la recherche des corps des membres de leurs familles qui sont allés à l'hôpital et n'en sont jamais revenus. Et alors que les catastrophes en Europe et aux États-Unis ont été suivies de près, sous l'œil attentif des médias

⁸ <https://nyti.ms/2SZanXo>

internationaux, une grande partie du calvaire de l'Amérique latine se déroule loin de la vue d'ensemble, sous des gouvernements qui ne peuvent pas - ou ne veulent pas - rendre compte de tous les morts. (...)

"En Amérique latine, la pandémie a été aggravée par le manque de financement des hôpitaux, des systèmes de soutien et des économies en difficulté avec beaucoup moins de ressources qu'en Europe ou aux États-Unis. **Les routes péruviennes ont connu la plus grande vague de migration interne depuis des années, les gens fuyant vers les campagnes lorsque les emplois ont disparu. Des dizaines de milliers de réfugiés vénézuéliens ont été contraints de rentrer dans leur patrie détruite parce que les emplois dans les pays voisins sont devenus rares. La pandémie frappe la région après une longue stagnation économique, qui a conduit plusieurs pays, dont l'Équateur et le Brésil, à réduire leurs budgets de santé. Ces deux pays connaissent aujourd'hui les plus mauvais taux de mortalité de la région.** "Nous ne pouvons pas avoir des systèmes de santé qui ne servent que les personnes qui peuvent se le permettre", a déclaré Carina Vance, ancienne ministre de la santé de l'Équateur. "Tant que la personne ayant les revenus les plus faibles ne peut pas accéder aux services de santé les plus élémentaires et les plus essentiels, tout le monde est en danger.

"(...) **Le gouvernement mexicain n'a pas fait état de centaines, voire de milliers, de décès dus au coronavirus dans la ville de Mexico, dissimulant ainsi le nombre de victimes de l'épidémie, selon des données officielles et confidentielles. Le Brésil, le pays le plus peuplé de la région, compte aujourd'hui plus de 11 519 décès dus au virus, selon le décompte officiel. (...) Le nombre réel au Brésil est probablement beaucoup plus élevé en raison de la rareté des tests.** Interrogé sur le nombre croissant de victimes, M. Bolsonaro a répondu : "Et alors ? Je suis désolé. "Que voulez-vous que je fasse?"

Le 12-5-2020, Mediapart a publié une note décrivant la situation sociale explosive en Colombie⁹ :

« Avec la pandémie du Covid-19 et le confinement obligatoire des Colombiens, de nombreuses familles sont plongées dans la misère. **Pour appeler à l'aide, un nouveau code se répand dans le pays : le chiffon rouge, signe qu'une famille a faim.** (...)

« **À Soacha** comme à d'autres endroits de la planète frappés par la pauvreté, le confinement obligatoire décrété par le gouvernement s'est abattu comme une tragédie. D'après Juan Carlos Saldarriaga, « **sur un total de 228 000 familles de notre commune, 126 000 appartiennent aux strates 1 et 2** ». **En Colombie, les classes socioéconomiques sont réparties en six niveaux, de 1 à 6, de la plus vulnérable à la plus aisée.** Les plus basses vivent au jour le jour de petits boulots informels, souvent dans les rues : vendeurs de fruits, de cigarettes, distributeurs à la criée de babioles, cireurs de chaussures, ouvriers journaliers, serveurs ou employés domestiques. Le confinement obligatoire les

⁹ « En Colombie, des chiffons rouges dévoilent l'ampleur de la précarité »

<https://www.google.com/search?client=firefox-b-d&q=En+Colombie%2C+des+chiffons+rouges+dévoilent+l'ampleur+de+la+précarité+>

prive de leur salaire quotidien. D'où cette phrase du maire, entendue ailleurs dans le monde : « ***La faim risque de faire plus de morts dans notre ville que le coronavirus*** ». (...)

« **Popularisés par les médias, les chiffons rouges de Soacha ont vite gagné Bogotá et le reste du pays. Sur certains versants de Ciudad Bolívar, l'un des secteurs les plus pauvres de la capitale, sur ces collines où s'agrippent des maisons de briques et de tôles, presque tous les foyers arborent un chiffon rouge. La misère derrière les murs est devenue visible d'un coup d'œil, dans les quartiers populaires de Medellín, Cali, Barranquilla ou Bogotá.**

« ***Le phénomène a mis au jour une gigantesque bombe à retardement qui menace depuis longtemps en Colombie : le secteur de l'économie informelle a atteint une proportion énorme. C'est un indicateur terrible du mauvais fonctionnement de notre marché du travail*** », souligne Daniel Aguilar, sociologue de l'université Externado de Bogotá. « *La quantité de personnes qui vivent au jour le jour de transactions commerciales non formelles, sans conditions de travail stables, est gigantesque. La vulnérabilité économique d'une grande partie de la population devient évidente.* » **Selon les données officielles, 46 % des Colombiens vivent du travail informel, un chiffre qui serait en dessous de la réalité.**

« (...) **De plus en plus de chiffons rouges s'affichent dans les quartiers des niveaux 3 et 4 où vivent les classes moyennes.** Vladimir Rodriguez a été surpris d'en voir « *dans certains quartiers résidentiels, là où les gens ont une voiture et un appartement avec tous les services de base* ». Le phénomène démontre que « *la pauvreté de la population dépasse largement celle que nous connaissions déjà. Avec la pandémie, les indicateurs classiques sont dépassés* ». **Le marché colombien du travail est sans filet, fortement précarisé. L'allocation chômage n'existe pas. Selon les syndicats, plus de 10 millions de travailleurs (soit 43 % de la population active) sont embauchés comme « prestataires de services », avec des contrats de courte durée sans congés payés ni cotisations sociales. « Il y a tout un groupe de population qui n'est pas défini comme étant pauvre, mais qui, s'il arrête de produire au jour le jour, n'a aucune garantie et peut devenir rapidement très vulnérable », analyse Vladimir Rodriguez. **Le chiffon rouge dans les fenêtres (...) devient un symbole de protestation.** De nombreuses familles l'utilisent pour dire : « *Regardez, nous sommes là, nous voulons faire partie de cette cartographie de la pauvreté qu'élaborent les institutions.* » C'est une revendication de visibilité. Dans les quartiers périphériques et populaires, il s'agit d'une demande historique : ne plus être invisibles, être enfin pris en compte dans le débat public. (...)**

Dans les secteurs défavorisés, nombre d'habitants trouvent suspect ce « *virus bourgeois* », comme l'appellent certains. « *On était dans notre meilleur moment en Amérique latine. Les gens commençaient à protester. Et puis arrive ce fichu virus, sorti de nulle part. Il arrange bien le gouvernement, pour qu'on ne parle plus des problèmes* », comme les inégalités criantes ou les assassinats de leaders sociaux, s'insurge Carlos Cortés. « ***Quand les gens ont faim, ils se révoltent plus facilement, surtout que beaucoup d'entre eux n'avaient jamais ressenti cela*** », analyse Daniel Aguilar. (...) **Dans le sud de Bogotá, aux abords des quartiers populaires, les blocages de route deviennent fréquents. « Nous avons faim ! », crient des habitants, le ventre vide, à Soacha, Usme, Kennedy ou Ciudad Bolívar. Certains agitent même des chiffons rouges, décrochés des façades pour aller exprimer dans les rues une indignation croissante.**»

De toute évidence, en Colombie on doit traduire « gilets jaunes » par « chiffons rouges ».